

**Arrêté n° PCICP2025056-0001**

Arrêté portant prescriptions complémentaires relatives à l'encadrement des rejets en perchloroéthylène de la société FRANCE TEINTURE située sur le territoire de la commune de TROYES

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 512-20, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87/854 du 9 mars 1987 complété par l'arrêté préfectoral n° 10 1678 du 11 juin 2010, autorisant la société FRANCE TEINTURE à exploiter ses installations sur le territoire de la commune de TROYES ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1678 du 11 juin 2010, l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-2471 du 30 juillet 2010 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015009-0020 du 9 janvier 2015 relatifs à la recherche et suivi RSDE dans les rejets aqueux ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'étude de risques sanitaires incluse dans l'étude d'impact du site de septembre 2007 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 21 août 2024 établis à la suite de la visite d'inspection du 18 juillet 2024 sur site ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 26 août 2024, puis le 22 octobre 2024 par mail, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques ;

**VU** les observations émises par l'exploitant par courriel du 22 octobre 2024 relatives à la recherche de substances PFAS ;

**VU** l'absence d'observations de la société concernant le suivi des rejets atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** que la société FRANCE TEINTURE réalise la transformation du textile ;

**CONSIDÉRANT** que la société utilise du perchloroéthylène au sein de sa solvanteuse ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des enjeux sanitaires associés aux rejets atmosphériques de cette substance, il convient d'encadrer spécifiquement ces derniers ainsi que leur suivi ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

*« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;*

**CONSIDÉRANT** qu'il est, d'ores et déjà, nécessaire d'engager des mesures visant à gérer et limiter ces émissions de polluants dans l'environnement par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Autorisation**

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement implantées 15 rue des Hauts Trévois à TROYES (10 000) et exploitées par la société FRANCE TEINTURE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé à la même adresse.

### **Article 2 : Valeurs limites dans les rejets atmosphériques canalisés**

Les rejets issus des installations ne doivent pas dépasser les valeurs limites en concentration détaillées dans les tableaux ci-dessous, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals).

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil, du polluant et d'une durée d'une demi-heure minimum en fonctionnement stabilisé.

**Pour le conduit n°1**, les valeurs limites en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.

**Pour les conduits n°2 et n°3**, les valeurs limites en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) sur gaz humide, la teneur en oxygène étant ramenée à 20,6 % en volume.

**Pour les conduits n°4 à n°9**, les valeurs limites en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m<sup>3</sup>) sur gaz sec (sauf indication contraire), la teneur en oxygène étant ramenée à 20,6 % en volume.

Concentrations instantanées (mg/Nm <sup>3</sup> )	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5
Poussières	5	(1) 100	(1) 100	(1) 100	(1) 100
SO <sub>2</sub>	35	300	300	300	300
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	225	500	500	500	500
CO	100	-	-	-	-
COVNM	-	(2) 110	(2) 110	(2) 110	(2) 110
Perchloroéthylène	-	-	-	-	-

Concentrations instantanées (mg/Nm <sup>3</sup> )	Conduit n°6	Conduit n°7	Conduit n°8	Conduit n°9
Poussières	(1) 100	(1) 100	(1) 100	-
SO <sub>2</sub>	300	300	300	-
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	500	500	500	-
COVNM	(2) 110	(2) 110	(2) 110	20 g par kg de textile nettoyé et séché pour les COV totaux
Perchloroéthylène	-	-	-	6,8 mg/Nm <sup>3</sup> en équivalent C (soit 46,9 mg/Nm <sup>3</sup> de perchloroéthylène)

- (1) si le flux horaire sur l'ensemble des conduits 2 à 8 est inférieur à 1 kg.
- (2) si le flux horaire sur l'ensemble des conduits 2 à 8 est supérieur à 2 kg.

Pour le conduit n°9, les rejets de l'exploitant en perchloroéthylène ne dépassent pas le flux de 6,3 g/h en équivalent C (soit 43,5 g/h de perchloroéthylène).

### Article 3 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques de la solvanteuse

Les mesures portant sur les rejets canalisés par le conduit n°9 correspondent aux rejets des gaz issus de la solvanteuse. Ces mesures sont réalisées par un organisme agréé pour les paramètres et fréquences définis dans le tableau ci-après.

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	annuelle	ISO 10780
O <sub>2</sub>	annuelle	NF EN 14789
COV totaux	annuelle	NF EN 13526 et NF EN 12619
Perchloroéthylène	annuelle	Normes en vigueur



#### Article 4 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### Article 5 : Abrogations

Les articles 3.2.3.1 et 9.2.1.2.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-1678 du 11 juin 2010 sont abrogés.

Les renvois vers les prescriptions des références réglementaires abrogées ci-dessus mentionnées dans les arrêtés préfectoraux applicables aux installations renvoient désormais vers les prescriptions du présent arrêté correspondantes. En particulier, le renvoi mentionné au II de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-1678 du 11 juin 2010 renvoie désormais à l'article 3 du présent arrêté.

#### Article 6 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la société FRANCE TEINTURE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté est affiché par le maire de TROYES, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

#### Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 25 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

**Délais et voies de recours :** En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télécours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement.